



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le **30 JUIN 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAFRAN AIRCRAFT ENGINES

SITE DE VILLAROCHE
Rond Point René Ravaut - REAU
77550 Moissy-Cramayel

Référence : E4/23 - **1517**
Code AIOT : 0006501956

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2023 dans l'établissement SAFRAN AIRCRAFT ENGINES implanté SITE DE VILLAROCHE Rond Point René Ravaut - REAU 77550 Moissy-Cramayel. L'inspection a été annoncée le 04/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les conditions hydro-météorologiques exceptionnelles de l'année 2022 ont conduit à généraliser, au cours de l'été, la mise en œuvre du dispositif de gestion de la sécheresse sur l'ensemble de la France métropolitaine.

Des situations d'étiage sévère des cours d'eau ont été rencontrées sur l'ensemble des bassins. Pour faire face à cette situation, des arrêtés de limitation des usages de l'eau ont été pris dans l'ensemble des départements métropolitains.

Dans ce cadre, le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires a engagé une action nationale « sécheresse » visant à évaluer les économies déjà réalisées avant la prise de restrictions complémentaires ainsi que les bonnes pratiques mises en œuvre au sein des établissements, et à recenser les installations ne disposant pas de prescriptions dédiées dans leurs arrêtés préfectoraux.

L'inspection du 25/05/2023 s'inscrit dans le cadre de cette action nationale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFRAN AIRCRAFT ENGINES
- SITE DE VILLAROCHE Rond Point René Ravaud - REAU 77550 Moissy-Cramayel
- Code AIOT : 0006501956
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAFRAN AIRCRAFT ENGINES exploite sur son site de Villaroche, situé sur les communes de Réau et de Montereau-sur-le-Jard, des bancs d'essais des moteurs d'avion.

Les installations ont été autorisées initialement par arrêté préfectoral d'autorisation n°02 DAI 2 IC 267 du 22/08/2002 autorisant la SNECMA à exploiter un banc d'essai système à Montereau-sur-le-Jard.

Plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires ont complété les prescriptions applicables au site et notamment l'arrêté préfectoral n° 2013/DRIEE/UT77/166 du 18/10/2013, dont les dispositions encadrent l'épandage de boues provenant de la station d'épuration des eaux usées exploitée sur le site et mettent à jour les prescriptions applicables à prévoir en cas de situation de sécheresse.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Code de l'environnement du 23/06/2021, article R. 211-21-1	/	Sans objet
2	Sécheresse	AP Complémentaire du 18/10/2013, article Article 3.1	/	Sans objet
3	Sécheresse	AP Complémentaire du 18/10/2013, article Article 3.2	/	Sans objet
4	Sécheresse	AP Complémentaire du 18/10/2013, article Article 3.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant met en oeuvre les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18/10/2013 applicables au site en cas de situation de sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/06/2021, article R. 211-21-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I.-Pour la mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau conformément aux objectifs fixés par l'article L. 211-1, les volumes d'eau dont le prélèvement est autorisé permettent, dans le respect des exigences de santé, de salubrité publique, de sécurité civile et d'alimentation en eau potable de la population, de satisfaire ou de concilier les différents usages anthropiques et le bon fonctionnement des milieux aquatiques dépendant de cette ressource.</p>
Constats : L'exploitant respecte le volume de prélèvement autorisé à l'article 3.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 02/05/2002. Ce volume est fixé à 280 000 m3 par an dans la nappe de Champigny. L'exploitant a indiqué qu'il s'est engagé depuis quelques années dans des démarches d'optimisation et de réduction de la consommation en eau avec notamment : - la rénovation de 80 % des réseaux du site entre 2017 et 2019, réduisant ainsi les fuites d'eau ; - la réutilisation de l'eau issue de la station d'épuration interne pour les besoins en eau industrielle du site. Cette installation sera définitivement mise en place au second semestre 2023 et elle permettra de réduire le prélèvement en nappe de l'ordre de 30 000 m3 par an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2013, article Article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>La société [...] doit mettre en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau et/ou à la limitation des rejets polluants et à leur surveillance renforcée (en fonction du milieu impacté par la sécheresse, s'il s'agit d'un milieu où s'effectue le prélèvement d'eau et/ou des rejets) suivant les dispositions prévues dans le présent arrêté, lorsque, dans la zone d'alerte où elle est implantée, un arrêté constate le franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.</p>
Constats : Conformément aux dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 18/10/2013, en cas de franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise, l'exploitant met en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau ainsi qu'à la limitation des rejets polluants et à leur surveillance renforcée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2013, article Article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures lors du dépassement du seuil de vigilance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors du dépassement du seuil de vigilance constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques suivantes doivent être mises en œuvre : - le personnel est informé du dépassement du seuil de vigilance, sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ; - des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ; - l'exploitant définit un programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants.
Constats : Le seuil de vigilance a été atteint au cours de l'année 2022. Suite à l'arrêté préfectoral du 29/07/2022, un mail a été envoyé à l'ensemble du personnel du site le 04/08/2022. Ce mail avait pour but d'informer l'ensemble des salariés sur les conduites à tenir dans cette circonstance. Les consommations en eau autre que celles nécessaires aux procédés industriels et au maintien de la sécurité des installations ont également été interdites. L'exploitant a défini un programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants, en augmentant la fréquence de surveillance des paramètres nitrate et phosphore. Le site n'a pas été concerné par les autres seuils de gravité supérieure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2013, article Article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions postérieures aux situations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'industriel tient à jour après chaque situation d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise, un document de suivi des mesures spécifiques éventuellement mises en œuvre en application des articles 3.3, 3.4 et 3.5 ci-dessus. Outre les mesures mises en œuvre, ce suivi précise notamment : - les réductions de la consommation en eau, des prélèvements d'eau et des flux de polluants rejetés - les volumes mensuels prélevés sur l'ensemble de la période d'alerte, alerte renforcée ou crise. Ce document de suivi est mis à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant tient à jour un document de suivi des mesures spécifiques mises en œuvre en cas de franchissement des seuils qui précise notamment : - les réductions de la consommation en eau, des prélèvements d'eau et des flux de polluants rejetés, - les volumes mensuels prélevés sur l'ensemble de la période.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

